

Déclaration mondiale - CSW65

Protéger les libertés civiques des femmes pour renforcer leur rôle dans la vie publique 16 mars 2021

Vingt ans après la ratification du programme d'action de Beijing et un an après la grève mondiale des femmes organisée dans le monde entier, la justice pour les femmes n'est toujours pas une réalité pour la plupart d'entre elles. Malgré les mobilisations de masse à l'échelle mondiale, dont les femmes sont le fer de lance, et malgré les nombreuses campagnes et interventions politiques orchestrées par des femmes leaders de la société civile, des activistes et des spécialistes du droit, les femmes du monde entier continuent de lutter pour obtenir une pleine égalité.

Le thème de la Commission des Nations unies de la condition de la femme (CSW65) de cette année, qui se déroulera du 15 au 26 mars 2021, est *Les femmes dans la vie publique : Participation égale à la prise de décision*. Pour réaliser de manière significative l'objectif de développement durable 5 (sur l'égalité des sexes), il faut s'assurer que les libertés civiques des femmes dans la société civile sont protégées, reconnues, saluées et soutenues par les institutions multilatérales et les gouvernements du monde entier. Cela ne peut se faire qu'en reconnaissant que l'ODD 16 (sur la paix, la justice et des institutions fortes) est un vecteur important pour garantir les libertés civiques des femmes activistes du monde entier, qui ont fait progresser les droits humains pour tous malgré des obstacles importants. À cette fin, les soussignés demandent au système des Nations unies et aux gouvernements du monde entier de veiller à ce que le travail des femmes dans la société civile soit protégé, doté de ressources et soutenu dans tous les domaines.

Plutôt que de rester les bras croisés, les femmes et les filles du monde entier se mobilisent en solidarité pour contester la consolidation du néolibéralisme, des inégalités, du sexisme, du militarisme, du racisme et du patriarcat aux niveaux local, national et international. Partout dans le monde, des femmes de tous âges descendent dans la rue et occupent des espaces virtuels pour défendre les droits humains de tous et exiger un changement systémique. Des mouvements tels que "[Ni Una Menos](#)" en Amérique latine, les [manifestations de Czarny en Pologne](#), ou les protestations menées par le mouvement féministe au [Liban](#), en [Algérie](#) et en [Irak](#) ont défié les systèmes patriarcaux, montrant que les femmes sont une force avec laquelle il faut compter. Des organisations telles que la Ligue des femmes professionnelles d'Ukraine ont [mené des programmes](#) visant à renforcer la capacité des femmes à assumer des rôles de direction, à s'engager efficacement dans la vie active et à identifier les besoins d'apprentissage des femmes. Tandis que d'autres, comme le réseau FEMNET (African Women's Development and Communication Network), ont [activement outillé et soutenu des femmes activistes](#) pour qu'elles s'engagent dans la politique macroéconomique et s'attaquent aux inégalités.

Avec l'apparition de la pandémie de COVID-19, il est plus que jamais essentiel de réimaginer les moyens de soutenir et de protéger les femmes activistes dans leur travail d'amélioration de la vie publique. Les mobilisations massives de manifestants, avec des femmes en première ligne, ont conduit à la réforme des systèmes politiques, à la révision des conditions restrictives des prêts accordés par les institutions financières internationales et à la protection des droits en matière de santé sexuelle et reproductive. Malgré ces avancées incroyables, les organisations de défense des droits des femmes continuent de manquer cruellement de ressources. Les femmes sont également confrontées à un triple danger : les restrictions et les violences imposées par l'État en raison de leur travail dans la société civile, le retour de bâton misogyne pour s'être écarté des normes patriarcales, et le manque de ressources et de soins communautaires pour faire face aux pressions psychosociales et aux préjudices liés à ce travail. Les femmes journalistes ont été confrontées à une détérioration de leurs conditions de travail, notamment à des restrictions accrues lorsqu'elles couvraient les événements liés à la COVID-19, dans un contexte d'agressions physiques et de harcèlement en ligne déjà amplifié.¹

Reconnaissant le lien entre l'égalité des sexes et les libertés civiques, le [rapporteur spécial de l'ONU, Clément Voule](#), a écrit que "les voix des femmes et leurs contributions à l'activisme et à la société civile continuent d'être sous-évaluées, sous-financées et affaiblies. Si des progrès significatifs ont été réalisés pour assurer la participation des femmes à la vie publique, les acteurs étatiques et non étatiques continuent de violer les droits des femmes aux libertés de réunion pacifique et d'association - en ligne et hors ligne".

Il est impossible d'atteindre efficacement les objectifs de développement durable sans aborder les multiples façons dont la contribution des femmes au changement est systématiquement prise pour cible par les acteurs étatiques et non étatiques. Ainsi, à l'occasion de la Commission de la condition de la femme de cette année, les organisations soussignées demandent instamment aux gouvernements et aux organismes multilatéraux d'allouer des ressources significatives et une mise en œuvre correspondant aux cadres politiques existants pour réaliser l'égalité des sexes et un soutien significatif aux femmes dans la vie publique. Plus précisément, nous demandons:

1. Aux gouvernements de créer des environnements favorables dans la législation, les politiques et les pratiques pour la participation des femmes à la vie publique, en s'attachant en particulier à supprimer tout obstacle à la liberté de réunion, d'association et d'expression des femmes et des filles ;
2. Aux gouvernements d'établir des institutions nationales indépendantes et de leur donner toutes les ressources nécessaires pour préserver, promouvoir et protéger la participation civique des femmes ;
3. De s'assurer que la liberté de la presse est prioritaire et protégée, en abrogeant toute législation qui criminalise indûment le travail des journalistes, et en veillant à ce que les femmes journalistes puissent avoir accès à la justice, à la protection et à des conditions de travail sûres dans l'exercice de leur profession.

¹ Vous trouverez quelques exemples de menaces et de restrictions auxquelles les femmes sont confrontées lorsqu'elles participent à la vie publique dans l'annexe à la fin de cette lettre.

4. Aux gouvernements de veiller à ce que des enquêtes approfondies soient menées sur les attaques contre les défenseurs des droits humains, les avocats et les journalistes, et de former et diriger les forces de l'ordre pour qu'elles fassent respecter les droits des femmes dans leur participation à la vie publique ;
5. Aux gouvernements d'élaborer et de mettre en œuvre des plans tenant compte de la dimension de genre pour retirer les réglementations liées à la COVID-19 qui restreignent indûment l'espace civique des femmes dans la société civile ;
6. Aux gouvernements d'apporter des modifications à la législation existante sur les rassemblements, conformément à l'observation générale des Nations Unies sur l'article 21 du PIDCP, en reconnaissant et en protégeant le droit de se réunir en ligne et en personne, en accordant une attention particulière aux dimensions liées au genre du droit de réunion ;
7. Aux gouvernements de mettre en œuvre les recommandations de la Convention de l'OIT sur la violence et le harcèlement, 2019 (n° 190) - reconnaissant le travail des femmes activistes, journalistes, manifestantes et leaders de la société civile comme un travail qui doit être légitimement effectué à l'abri de la violence et du harcèlement.
8. Aux gouvernements de s'engager à réaliser des investissements structurels à long terme, tels que le développement d'infrastructures permettant d'intensifier les efforts de la société civile et de donner aux femmes de la société civile les moyens de développer des alternatives durables, afin de permettre la résilience, la pertinence et la durabilité de la société civile, en accordant la priorité aux femmes de la société civile ;
9. Aux gouvernements et aux détenteurs du pouvoir de s'attaquer aux injustices liées au genre et aux préjugés sous-jacents qui entraînent un manque de ressources pour les organisations de défense des droits des femmes ;
10. Aux représentants du gouvernement d'éviter de diffamer et de harceler les femmes à tous les niveaux et de développer des mécanismes pour que ceux qui menacent, attaquent et agressent les femmes ainsi que ceux qui soumettent les femmes à des campagnes de dénigrement soient tenus responsables de leurs actes, en rendant publics les exemples des auteurs afin de servir de dissuasion pour les autres ; et
11. Aux Nations Unies d'encourager activement la participation des femmes à ses forums, en condamnant les représailles contre les femmes et en veillant à l'élimination des obstacles à cette participation, conformément aux appels du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, et à la Note d'orientation des Nations Unies sur la protection et la promotion de l'espace civique.

Les soussignés,

1. Abba
2. Action Communautaire d'Appui au Développement
3. Action for Humanity & Social Progress
4. Action pour la Lutte Contre l'Injustice Sociale (ALCIS)
5. Action Sociale et d'Organisation Paysanne
6. ActionAid International
7. Actions for Development and Empowerment (ADE)

8. Actions pour la Protection des Femmes (APF)
9. Advocacy for Widows Empowerment Foundation
10. Africa Rise Foundation
11. African Centre for Democracy and Human Rights Studies
12. African Observatory of Civic Freedoms and Fundamental Rights (OCFFR-AFRICA)
13. Afrihealth Optonet Association [CSOs Network]
14. AJBDEM Durable
15. AJSA (Anchalik Jana Seva Anusthan)
16. Alliance for Development and Population Services (ADEPS)
17. ALVA - Albanian Values - Vlerat Shqiptare
18. Amandla Centre of Zimbabwe
19. Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain (ADHRB)
20. AMWS
21. Angels in the Field
22. Anges KAVIRA
23. Appui Solidaire Pour Le Renforcement De L Aide Au Developpement
24. Arkemetría Social
25. Asociación Unión de Talleres 11 de Septiembre
26. Asociatia GEYC
27. Association de sauvegarde de la Médina de Gafsa
28. Association des jeunes pour le development et la protection des droit de l'homme
29. Association des Volontaires pour le Développement Communautaire
30. Association Femmes et Enfants
31. Association for Promotion Sustainable Development
32. Association of Parents of Disappeared Persons
33. Association 'Paix' pour la lutte contre la contrainte et l'injustice
34. Associazione I Bambini dell'Africa (Association les Enfants d'Afrique)
35. Audacious Dreams Foundation
36. Bahrain Centre for Human Rights
37. Bicosito Bangladesh Foundation
38. Brain Rest Project
39. Bridged gap
40. Building Blocks for Peace Foundation
41. Bulgarian Center for Not-for-Profit Law
42. Bullyid Indonesia
43. Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS)
44. CAPTE - Uruguay
45. Casa Generalizia della Societa del Sacro Cuore
46. CDIA - Coordinadora por los Derechos de la Infancia y la Adolescencia de Paraguay
47. CEAMUJER
48. Centre Africain pour la Solidarité et l'Entraide entre les Communautés (CASEC|ACSAC)
49. Centre de défense des Droits de l'Homme et Démocratie (CDHD)
50. Centre de Recherche pour la Gestion de la Biodiversité (CRGB)
51. Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption

52. Centre for citizens Conserving
53. Centro de Investigación y profesionalización en política y economía
54. Centro Transdisciplinario para el Humanismo Económico, A. C.
55. CEP International
56. Chambre Camerounaise des Acteurs en Psychologie (CCAP)
57. Children and Youth for Peace Agency-Sierra Leone (CYPA-SL)
58. Christian Aid
59. Circles of Hope Community Support Group for PLHIV/AIDS
60. Citoyen Libre
61. CIVICUS Alliance
62. Coalition WILD 2020/2021 Global Mentorship Participants
63. Commonwealth Youth Gender and Equality Network
64. Community Care Foundation-Uganda
65. Community Support for Development in Kisumu (CSD Kisumu)
66. Community Welfare and Development Fund
67. Conacce Chaplains Internacional
68. CONEYSO
69. Congo Leadership Academy
70. Consortium of Ethiopian Human Rights Organizations (CEHRO)
71. Creación Positiva
72. Curtis Business
73. Dandora Dumpsite Rehabilitation Group
74. DHEWA (development for health education work & awareness) Welfare Society
Chakwal Pakistan
75. District Ayurved Office
76. Dr Uzo Adirieje Foundation (DUZAFOND)
77. Droits de l'Homme Sans Frontières (DHSF)
78. East Eagle Foundation
79. Eastgate Media Zim
80. Echoes of Women in Africa Initiatives
81. Ecology Africa Foundation
82. Empire Partner Foundation
83. Empower Society Transform Lives (ESTL) Singida Tanzania
84. Entaxis - Action for inclusion and education
85. Environmental Heritage foundation of Botswana Trust
86. Equality Right Africa Organization
87. Equip-2-Learn
88. Espace De Réflexion Et Actions Des Filles
89. FALCOH Foundation
90. Federation Des Femmes Pour Le Developpement Integral Au Congo (FEDICONGO)
91. FOKUS - Forum for Women and Development
92. Fondation Generation Libre
93. Fondation Marie-Claire
94. Fondation Nicole Ilunga

95. Formidable Initiatives for Women and Girls
96. Forum for Empowerment and Transformation of Young Leaders
97. Fundación Ávila Cruz A. C.
98. Fundacion Kalu Ibaky
99. Fundación T.E.A. Trabajo Educación Ambiente
100. Futur Radieux
101. Future Leaders Society
102. Future We Want United Nation
103. Gala Initiative Uganda
104. GEMF
105. Gender- Centru
106. Gender Justice
107. Girls Education Mission International
108. Girls In Need
109. Give Hope Uganda
110. Global Learning for Sustainability
111. GRAP
112. Grève Internationale des Femmes.
113. Grupo Creamos
114. Gutu United Residents and Ratepayers Association- GURRA
115. Haakro Welfare Association
116. Helping Our People Excel
117. Hope Worldwide - Pakistan
118. Indraprastha Public Affairs Centre
119. INEVA - International Network of Values
120. Initiative des Femmes pour la Paix, la Promotion et le Développement (IFPPD)
121. Initiatives des Femmes en Situations Difficiles pour le Développement Durable et Intégré
122. INSPIRIT Creatives NGO
123. Institute for Democratic Action & Development (IDAD)
124. Instituto para el Futuro Común Amerindio (IFCA)
125. International Association for Political Science Students
126. International Presentation Association
127. International Public Policy Institute
128. International Service for Human Rights (ISHR)
129. International Women Fund Azerbaijan
130. ISDO RWANDA
131. IUCN National Committee of the Netherlands (IUCN NL)
132. Izandla Ziyagezana Community Development Center
133. Jade Propuestas Sociales y Alternativas al Desarrollo, A.C.
134. Jajere youth consultative forum
135. Jammu Kashmir Coalition of Civil Society
136. K.U.L.U.- Women and Development
137. Kadiwaku Family Foundation

138. Kanishksocialmedia - KSM CHANNEL
139. Karapatan Alliance Philippines
140. Khmer National Liberation Front
141. Kiangure Springs Environment Initiative
142. Kijana Hai Foundation
143. Lanka Fundamental Rights Organization
144. Las pasionarias - Programa de Radio ENxebre
145. Latin American and Caribbean Network for Democracy
146. Legal Right Informants
147. Let There Be Light International
148. Life bridge for progression outreach
149. Ligue pour la solidarité congolaise
150. Ligue Tchadienne des Droits de l'homme
151. Local Sustainable Communities Organisation (Losco)
152. Love to Love
153. Maison de la Société Civile
154. Manna Development Agency
155. Media Education Centre
156. Meera Foundation
157. mHub
158. Mother Daughter Empowerment
159. Motherland Water Association of Lesotho
160. Mouvement Citoyen Ras-le-bol
161. Movement for the Survival of the Ogoni People-MOSOP
162. Mujer Fuerte
163. MY World Mexico
164. National Council of Women
165. National Youth Council of India
166. Nawi Afrifem Macroeconomics Collective
167. Network for Women Economic Empowerment Peace and Development
168. New Europeans
169. New Life Organisation
170. NGO "League of Professional Women" (LPW)
171. NGO Futures LLC
172. NGO Peace One Day Mali
173. NGO World and Danube
174. Nigerian Youth SDGs Network
175. Northern Smoke Signals LTD.
176. Nouveaux Droits de l'homme Congo Brazzaville
177. Observatoire du Sahara pour la Paix, la Démocratie et les Droits de l'Homme
"OSPDH"
178. ONG AJED (Appui Jeunes Pour Le Développement)
179. ONG ITODJU
180. Pariwartan Sanchar Samuha

181. Parlement Africain de la Société Civile
182. Participatory Research Action Network- PRAN
183. Pastoral Women's Council (PWC)
184. PAX
185. Paz Civica
186. Peaceful and Active Centre for Humanity - Peach
187. PJUD-BENIN ONG
188. Psychologues du Monde Afrique
189. Queen of Peace Foundation
190. RACI
191. Rainforest Alliance
192. Rashtriye Mahila Surkasha Manch
193. Rausing Zimbabwe
194. REDHNNNA, Red por los DDHH de Niñas, Niños y Adolescentes
195. Remesha Magazine
196. Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme
197. Research Centre Consult
198. Research Institute and Youth Empowerment
199. Réseau des jeunes pour la promotion de l'abandon des MGF et des mariages d'enfants
200. Réseau des Organisations de la Société Civile pour l'Observation et le Suivi des Élections en Guinée (ROSE)
201. Réseau national de la jeunesse du Mali
202. Réseau Nigérien des Défenseurs des Droits Humains (RNDDH)
203. Rural Women's Network Nepal (RUWON Nepal)
204. San Youth Network
205. Save Dreams Liberia
206. Save Our Youth Zambia Foundation
207. Savie Asbl NGO PGEL LGBTIQ DRC
208. Scarlet initiative Uganda
209. SEVICS
210. Shanduko Yeupenyu Child Care
211. Sheila Reyes Peñafiel
212. Shibganj Integrated Development Society
213. Sisters of Charity Federation
214. Social Mission Catalysts LLC
215. Society for Conservation and Sustainability of Energy and Environment in Nigeria (SOCSEEN)
216. Soroptimist International
217. SOS Jeunesse et Enfance en Détresse "SOS JED"
218. Sourires de femmes
219. South Sudan Community Change Agency
220. Speaking Influence Africa
221. Students for Global Democracy Uganda

222. Sustainable and Inclusive Development for Southeast Asia
223. Sustenta Honduras
224. Tanzania Human Rights Defenders Coalition
225. Tanzania Network of Women Living with HIV and AIDS (TNW+)
226. TEACH CÔTE D'IVOIRE
227. TEDIC
228. The Coalition for Women in Journalism
229. The Digital Biography
230. The Gulf Centre for Human Rights

The undersigned,

231. The Wave Ke
232. Tim Africa Aid Ghana
233. Toto Centre Initiative
234. Tournons la Page Côté D'Ivoire
235. Trans Alliance Anna Foundation Uganda
236. Tribal Rights Watch Pakistan
237. Tulips International Foundation
238. Udisha
239. UDK Consultancy
240. UHAI EASHRI
241. Ukrainian Association for Research in Women's History
242. Ukrainian Women Veteran Movement (UWVM)
243. Unique Foundation, The Gambia
244. Valeurs
245. Volunteer Activists Institute
246. Volunteers Members International Human Rights Commission
247. Wacare Organization
248. Welfare Taskforce for Malaysian Students Abroad
249. Welsiane Foundation
250. Western Youth Empire
251. WHRDMENA Coalition
252. WIPGG Nigeria
253. Women Against Violence and Expediency Handling Initiative
254. Women and Modern World Social Charitable Center
255. Women Deliver
256. Women for Change
257. Women in Development
258. Women Legal Work and Marriage Counselling
259. Women Liberty
260. Women's Coalition Against Cancer - (WOCACA)
261. Women's March Global
262. Word Smash Poetry Movement
263. YARD-Liberia, Inc
264. YEPSAfrica - Youth Ending Period Stigma.

- 265. Young Peace Builders (YPB)
- 266. Young Professional Development Society Nepal (YPDSN)
- 267. YoungMenEngage for Equality2030
- 268. Youth Desk Evangelical Church Of Cameroon
- 269. Youth for Pakistan
- 270. Youth for Peace and Development
- 271. Youth Forum for Social Justice
- 272. Youth innovation centre
- 273. Youth Without Borders - Tunisia
- 274. 中华民国 (武汉) 行政院筹委会

Annexe : Cas préoccupants

1. Rassemblement présentiel et en ligne :

Depuis le début de la pandémie de COVID-19 et les confinements qui en ont résulté dans le monde entier, les gouvernements ont imposé des restrictions au droit de manifester. De nombreux mouvements ont été dirigés par un leadership féminin fort, comme :

- Le mouvement de protestation Hirak en Algérie ou Ni Una Menos en Amérique latine, ont été confrontés à des obstacles aux rassemblements depuis début 2020 - beaucoup d'entre elles ayant été criminalisées dans le cadre des restrictions liées au confinement, utilisées pour limiter la liberté de réunion - une nouvelle escalade de restrictions dans un climat déjà restrictif pour les manifestants.
- Au Kirghizistan, des femmes ont été agressées, détenues et maltraitées lors des manifestations du 8 mars en reconnaissance de la Journée internationale de la femme en 2020. En outre, le COVID-19 ayant entraîné d'innombrables pertes d'emplois à l'échelle mondiale, les femmes ont été les plus touchées.
- Au Salvador, plus de 100 travailleurs, menés par des femmes, ont organisé une manifestation et une grève de la faim en février 2021 après avoir été licenciés en juin 2020 sans indemnités.
- De même, en Pologne, en janvier 2021, suite à de nouvelles répressions sur l'accès à l'avortement, des manifestations pacifiques ont éclaté dans tout le pays et se sont heurtées à des intimidations policières ; les manifestants ont été forcés de présenter une pièce d'identité et ont par conséquent été inculpés.
- Au Myanmar, on a [estimé que les femmes représentaient 60 % du total des manifestants](#) pacifiques jouant un rôle essentiel de leadership dans la « 22222 Spring Revolution » qui a suivi un coup d'État militaire en février 2021.

En réponse à la violence et au harcèlement dont sont victimes les femmes et les filles, fortement [exacerbés](#) par la pandémie, des manifestations pacifiques ont également eu lieu au Bangladesh, en Inde, en Colombie, au Malawi, au Nigeria, en Algérie, en Afrique du Sud et au Costa Rica (pour n'en citer que quelques-unes). Dans nombre de ces cas, les femmes ont été harcelées, détenues ou intimidées pour leurs activités pacifiques.

2. Harcèlement et intimidation en ligne :

Au cours de l'année écoulée, alors que le plaidoyer s'est déplacé en ligne, les femmes ont également été confrontées à une augmentation de l'intimidation et du harcèlement. Des journalistes ont été prises pour cible simplement pour avoir fait leur travail - souvent, les plateformes de réseaux sociaux ont été largement utilisées pour cibler les femmes. Les journalistes [Manira Chaudhary](#), Evgenija Carl, Fadwa Chtourou et [d'innombrables autres](#) ont été la cible d'attaques pour avoir exercé leur métier. De même, des femmes journalistes du Pakistan ont été confrontées à des cyber-attaques, à du harcèlement en ligne et à des menaces - notamment Gharida Farooki, [qui a subi une tentative de piratage](#) de son compte Twitter. Une [étude réalisée en 2020](#) par le Centre international des journalistes et l'UNESCO a révélé que 70 % des femmes interrogées avaient déjà fait l'objet de harcèlement, de menaces ou d'attaques par le passé. En outre, la Coalition pour les femmes dans le journalisme (Coalition for Women in Journalism) a constaté que rien qu'en 2021, [au moins 48 femmes journalistes](#) dans le monde sont en prison pour leur travail journalistique.

Pour les activistes travaillant dans des espaces réprimés ou fermés, l'espace en ligne reste l'un des rares espaces disponibles pour se rassembler et mener un plaidoyer efficace pour le changement. La journaliste algérienne Abir Benrabah [a été hospitalisée en novembre 2020](#) à la suite du harcèlement en ligne dont elle a fait l'objet pour avoir dénoncé le harcèlement dont sont victimes les femmes et les enfants en ligne. En Égypte, le mouvement #MeToo a mis en lumière des cas de harcèlement, de violence et de viol à travers Internet, ce qui a conduit à l'adoption d'une nouvelle loi visant à protéger l'identité des victimes. Malgré ces avancées, des Égyptiennes [ont en conséquence été placées en détention pour des raisons de moralité](#) en septembre 2020, après avoir répondu à un appel des autorités égyptiennes à se manifester pour déposer une accusation. Solafa Magdy, journaliste égyptienne et défenseure des droits humains, a été victime de harcèlement sexuel et de violences en détention.

3. Les restrictions à la liberté d'association :

Dans ces conditions défavorables d'espace civique, le travail des femmes de la société civile à travers le monde est plus nécessaire que jamais. Dans de nombreux cas, la société civile [a été en première ligne pour répondre à la pandémie de COVID-19](#) et aux crises associées. En Afrique, [COVIDWATCH Africa](#) a documenté l'impact positif de la société civile sur le continent, tout en détaillant les façons dont les acteurs de la société civile ont été pris pour cibles. Plutôt que de répondre positivement au plaidoyer, à la recherche et aux recommandations politiques de la société civile, les autorités ont amplifié l'utilisation de technologies de surveillance complexes et de logiciels espions, la fermeture et la criminalisation des organisations et des dirigeants de la société civile.

- L'activiste climatique, Disha Ravi, a été arrêtée en février 2021 pour avoir édité une boîte à outils de protestation partagée en ligne en soutien aux manifestations des agriculteurs qui ont eu lieu à travers l'Inde.
- Dans le cadre d'une série d'attaques continues, en décembre 2020, la direction de l'ONG tunisienne Damj a été visée par des arrestations arbitraires, des agressions par des agents en civil et des enlèvements à la suite d'un sit-in visant à condamner les

commentaires haineux du parlementaire Mohamed al-Afas contre la communauté LGBTI et les mouvements féministes.

- Au Pakistan, [quatre femmes défenseuses des droits humains](#) ont été tuées au Nord-Waziristan alors qu'elles menaient une action de formation professionnelle en février 2021. Les femmes ont été abattues dans un village désert près de la ville de Mirali au Nord-Waziristan.
- Les défenseuses égyptiennes des droits humains et leurs organisations continuent de subir de graves représailles. Le meurtre de l'avocate et militante politique [Hanan al-Barassi](#) en plein jour à Benghazi le 10 novembre 2020 s'inscrit également dans un schéma inquiétant d'attaques violentes contre des activistes féminines de premier plan en Libye, y compris des violences en ligne [non contrôlées](#).

